

COMITE TECHNIQUE PARITAIRE LOCAL : BUDGET 2008 RECTIFICATIF ET ENFIN ! 1ÈRE RENCONTRE AVEC LA NOUVELLE DIRECTION !

Mardi 23 septembre, s'est tenu un Comité Technique Paritaire Local avec pour unique objet à l'ordre du jour : **le budget rectificatif 2008.**

Mais il s'agissait surtout du premier CTP présidé par la nouvelle Direction intérimaire pour l'ex-DGCP et préfiguratrice du pôle Gestion Publique. Cette nouvelle Direction est donc formée par : **Roger PICARD** (TPG gérant intérimaire, préfigurateur Gestion Publique), **Dominique ALFONSI** (Receveur des Finances), **Patrick VANDEWOESTYNE** (Receveur des Finances en poste à Antony) et **Marion LORNE** (Fondée de pouvoir assistante).

En préambule, la délégation CGT a refusé d'approuver le procès-verbal du CTPL du 14 février 2008, dans lequel des propos non tenus en séance ont été rajoutés par la suite (nous reviendrons plus tard sur ce sujet en questions diverses).

Puis nous avons lu la déclaration suivante :

Monsieur le Trésorier-Payeur Général, Gérant Intérimaire,

L'usage voudrait que lorsqu'un nouveau TPG ou Fondé de Pouvoir est affecté dans un département, il reçoive les Organisations Syndicales représentatives afin d'une part de faire connaissance mais également pour leur donner les axes essentiels de la mission qui lui ont été confiés par le Directeur Général.

Nous avons bien reçu votre mél du 4 septembre et vous en accusons réception aujourd'hui, lequel fait état, outre votre attachement à la qualité des relations humaines, d'une feuille de route particulièrement ambitieuse et responsabilisante. Nous y reviendrons plus tard au cours de la déclaration.

Votre arrivée dans le département intervient dans un contexte particulièrement difficile pour le Service Public dont la RGPP en est le socle. L'Etat doit être géré comme une entreprise, il ne s'agit plus de gouverner mais rechercher la performance. Le département connaît des vacances perpétuelles d'emploi qui varient de 50 à 70 emplois. Les conditions de travail des agents se dégradent de mois en mois. Les personnels n'en peuvent plus de l'accumulation de réformes qui en plus de désorganiser durablement les services, se contredisent les unes avec les autres. Les agents ne sont pas hostiles aux réformes si elles leur profitent, si elles sont assez lisibles pour éclaircir un avenir incertain et si elles ne sont pas une régression pour le Service Public. Or la fusion, telle qu'elle a été érigée, ne se préoccupe pas du Service Public mais est uniquement une machine à détruire les emplois. Les résultats économiques et budgétaires connus ces derniers temps n'augurent rien de bon sur le maintien de l'intervention publique. Les suppressions d'emplois de fonctionnaires et la perte de missions publiques pour combler une partie des déficits budgétaires sont la même recette dogmatique avancée depuis des années. Dans les Hauts-de-Seine nous avons perdu 10% de nos effectifs en 5 ans.

Justement, vous êtes chargés depuis maintenant 3 semaines de préfigurer le pôle Gestion Publique dans notre département au sein de la DLU. Nous souhaiterions concrètement que vous définissiez votre mission et quel en est l'objectif final.

L'ancienne Direction avait, selon ses dires, pressenti le rapprochement entre les Impôts et le Trésor, ce qui a eu pour conséquence la fermeture de 7 Trésoreries. La dernière en date étant prévue après-demain alors que les personnels, les usagers s'y sont unanimement opposés. Nous craignons que ce mouvement s'accélère afin de coller à terme la carte des Trésoreries avec



A GUICHETS OUVERTS

*celle des CDI. Nous souhaiterions donc connaître vos positions sur ce sujet.
Nous souhaitons également connaître le périmètre exact de vos fonctions hiérarchiques. En effet, la mise en place de la DLU scinde nos missions historiques vers 3 interlocuteurs dits n°2. A quand un organigramme digne de ce nom communiqué au personnel et à leurs représentants ?
Depuis bientôt 6 mois avec l'annonce de la préfiguration départementale, on nous renvoie d'interlocuteurs en interlocuteurs sans qu'aucun d'entre eux ne puisse véritablement répondre à notre question simple : qui fait quoi ? Pour résumer : quelle est votre lettre de mission ? Celle de Monsieur PARAF ainsi que celle de Monsieur BOUTELEUX ? Celle de Monsieur BOURGEON étant de tester des formes de management unique, vous comprendrez que la clarté de cette formulation nous laisse pour le moins sceptiques.
Les agents veulent du concret, de la transparence et la vérité sur leur devenir : qu'ils viennent de Trésoreries spécialisées Impôts ou SPL, des Trésoreries mixtes, des Amendes, de la Recette des Finances, des services recouvrements en TG, des Produits Divers, des Domaines des services dits transverses (Ressources Humaines et Budgétaires, les informaticiens...) tous nous demandent : et la DLU c'en est où ? Ça consiste en quoi au juste ?
Tous les efforts consentis par les personnels pour maintenir un Service Public de qualité ne sont même pas récompensés par des augmentations salariales au moins au niveau de l'inflation, le passif salarial continue inexorablement de se creuser. Les inquiétudes liées à la dégradation des conditions de travail du fait des vacances d'emplois, de l'accumulation des réformes peu lisibles et mal comprises, de la non reconnaissance des qualifications tendent à transformer les interrogations des personnels en colère.
Vous avez réuni, hier, l'encadrement supérieur de la DLU, le peu que l'on puisse dire est que l'information distillée se fait avec la plus grande parcimonie. Vous voulez en faire les petits télégraphistes de votre réforme, au vu de l'engouement des uns et des autres, on peut dire que ça tombe à plat. Comment veut-on faire vivre une réforme alors que vous leur proposez des évolutions de carrière en faisant descendre tout le monde d'une marche ?
Les mouvements sociaux du printemps ont vu les agents de la DGFIP, notamment dans ce département, se mobiliser avec des taux de grévistes très supérieurs aux moyennes nationales. Ces mobilisations ont forcé le gouvernement à une pause législative sur un certain nombre de dossiers touchant le statut de fonctionnaire. Les travaux parlementaires ayant repris cette semaine, ne jetez pas d'huile sur le feu en restant sourd aux interrogations de votre personnel.*

Les représentants CGT

Les réponses du TPG ont été plutôt claires, il faut le reconnaître, différentes de nos aspirations, certes, mais sans chercher à nous donner des leçons idéologiques comme ce fut le cas de son prédécesseur.

Monsieur PICARD s'est déclaré incompétent pour toutes les questions d'ordre national (les suppressions d'emplois, les salaires...) mais a reconnu l'état des vacances d'emplois dans le département.

Concernant sa feuille de route, elle est très simple, c'est celle d'un TPG de plein exercice. Avec tout de même une particularité, sa mission est aussi d'imaginer les contours d'un pôle Gestion Publique au sein d'une DLU.

Pour le TPG, la fusion va apporter une valeur ajoutée à nos interlocuteurs (redevables, usagers, partenaires). Il nous a donc donné quelques pistes de sa réflexion quant à l'architecture de la DLU (Direction Locale Unifiée).

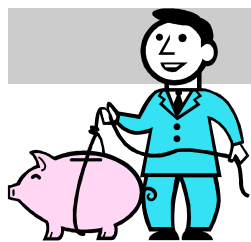
POLE FISCALITE : les secteurs impôts des particuliers (SIP) et des entreprises (SIE).

POLE TRANSVERSE : les ressources Humaines et Budgétaires ainsi que le Contrôle de Gestion.

POLE GESTION PUBLIQUE : la comptabilité et la dépense de l'Etat, le secteur public local ainsi que les Domaines. Concernant les produits divers (intégrés au pôle fiscal à la Direction Générale), la question n'est pas tranchée au niveau local (pôle Fiscalité ou Gestion Publique).

La délégation CGT a tenu à ce que le TPG exprime clairement sa position quant à l'organisation du réseau. Pour Monsieur PICARD, les spécialisations, qui ont été faites par l'ancienne Direction, le satisfont complètement et il envisage très sérieusement de poursuivre le mouvement. **Cependant, priorité est donnée au déploiement des SIP, une pause est donc prévue pour de nouvelles restructurations.** Mais le transfert des agents chargés du recouvrement vers le SIP va fragiliser les structures restantes, **le sacro-saint seuil de viabilité a été évoqué sans le chiffrer mais en citant ouvertement la Trésorerie de VANVES.**

La CGT lui a fait part de son opposition à toute nouvelle restructuration et qu'elle continuera à se battre avec les personnels, les élus et les usagers pour maintenir le Service Public Fiscal de proximité. Pour conclure, il est impossible, selon le TPG, de nous transmettre un organigramme de la DLU pour le moment, la Direction locale est toujours à l'état de réflexion à ce jour.



BUDGET RECTIFICATIF 2008

Le budget rectificatif n'a pas appelé beaucoup de commentaires puisqu'il est l'exécution normale du budget primitif proposé au mois de février dernier (voir compte rendu à l'adresse suivante www.tresor.cgt.fr/92/spip.php?article364), si ce ne sont les points suivants :

Une rallonge de plus de 100 000 euros a été demandé à la DGFIP pour financer :

- **Alarme HDF NEUILLY (35 000 euros)**
- **Maintenance informatique (60 000 euros)**
- **Visite de Monsieur LAMIOT le 14/03/2008 (24 000 euros) ah oui quand même!!!**

REALISATIONS 2008

| TRAVAUX | | |
|----------------------------|------------------|------------------|
| HDF NEUILLY | MISE EN SECURITE | 37 000,00 euros |
| RM COLOMBES | REMISE EN ETAT | 22 000,00 euros |
| RM NEUILLY | ETAT DES LIEUX | 15 900,00 euros |
| RP LA GARENNE COLOMBES | ETAT DES LIEUX | 7 100,00 euros |
| RP BOIS COLOMBES | ETAT DES LIEUX | 4 500,00 euros |
| TP NANTERRE (Ernest RENAN) | ETAT DES LIEUX | 6 100,00 euros |
| CAD | CHARGES 2008 | 51 200,00 euros |
| HDF ASNIERES | CLIMATISATION | 44 600,00 euros |
| TOUS POSTES | DIVERS | 121 700,00 euros |
| MOBILIER | | |
| HDF NEUILLY | REINSTALLATION | 40 100,00 euros |
| TOUS POSTES | DIVERS | 33 180,00 euros |

Les états des lieux concernent les Trésoreries qui ont déménagé (RM Neuilly à la place de la TP qui, elle, a intégré l'HDF BOURDON), TP NANTERRE qui a intégré l'HDF TIVOLI. Pour Bois Colombes et La Garenne Colombes, il s'agit tout bonnement de la fermeture de ces Trésoreries.



QUESTIONS DIVERSES

PONT NATUREL : A la demande de FO, la Direction a décidé de faire du 2 janvier 2009 un pont naturel. Consciente d'une certaine demande des collègues de pouvoir bénéficier de 4 jours consécutifs en période de fête, la délégation CGT s'est abstenue compte tenu qu'il ne s'agit pas d'un cadeau de l'administration mais d'une prise de congé forcée. L'ancienne Direction n'avait pas souhaité retenir ce jour comme pont naturel compte tenu de la période de clôture de gestion mais avait laissé entendre que la souplesse devrait présider.

EQUIPE DE RENFORT : La délégation CGT a demandé que la nouvelle Direction rencontre les équipiers de renfort pour faire connaissance et présenter les réformes. La Direction y a été favorable et une date, le 21 octobre a été arrêtée après le CTPL.



PARKING CAD : Nous sommes donc revenus sur la question du parking du CAD en question diverses. En effet, au mois de février, nous avons convenu, en accord avec FO, que la proposition prise par Monsieur GIROU devait s'appliquer. C'est-à-dire un tirage au sort intégral des places tous les ans. Au cours de ce CTPL, la Direction n'a pas renié cet accord, mais s'est fendu d'un mail dès la fin de la réunion pour préciser que le tirage au sort ne concernerait plus l'ensemble des places attribuées à la DGCP (35) mais uniquement les 5 restituées suite au départ de collègues. Ce mail a été in-

tégré au PV du CTP Local comme étant des propos tenus par la Direction en séance. Depuis, nous bataillons à chaque CTP pour faire valoir l'application de l'accord pris avec Monsieur GIROU. Cet accord n'a pas fait l'objet d'un compte rendu, la Direction actuelle, ne voulant pas se mouiller, se tient à ce que lui disent ses collaborateurs.

Anecdote : Quand ça veut vraiment pas : les 5 bénéficiaires du tirage au sort attendent toujours leur macaron depuis 4 mois!!!!

LA SÉPARATION ORDONNATEUR/COMPTABLE a-t-elle encore une justification? C'est la question que la délégation CGT a posé car aux yeux de certains ordonnateurs il faut croire que non. Depuis quelques temps, il nous est rapporté que **quelques chefs de service de collectivité se permettent de juger, de convoquer même dans les locaux de la collectivité des collègues pour leur dire qu'ils rejettent trop de mandats, qu'ils octroient trop délais, qu'ils ne font pas assez de recouvrement.** Ceux-là même se permettent de lancer à la figure des collègues au détour d'un couloir que « **très bientôt on se passera de vous!!!** ». Pour la Direction, surprise de ces comportements, le principe de séparation est bien réel et n'est pas remis en cause et est appréciée : la preuve en est, selon elle, 75% des offices de l'habitat sont gérés par les règles de la comptabilité publique.

DOMAINES : Plusieurs fois au cours du CTP, la Direction nous a informés qu'elle souhaitait «muscler» les Domaines. Que faut-il entendre par là ? Pour le TPG, l'activité domaniale dans le département est un secteur à très forts enjeux politiques et financiers, compte tenu de la présence du quartier de la Défense notamment. La première décision prise est le rattachement des Domaines 92 à Monsieur ALFONSI (adjoint Gestion Publique), ce service doit être au top en matière d'information et de documentation. La délégation CGT a donc demandé qu'un accès libre soit fait pour les agents du service tant à Nanterre qu'à Puteaux aux revues et sites Internet nécessaires à l'activité du service, ce qui a paru légitime à la nouvelle Direction. Il est à relever que des demandes précédentes avaient déjà été formulées mais étaient restées bloquées inexplicablement sur le bureau de la chef de service à Nanterre.

LES REPRESENTANTS CGT AU CTPL

Carole LAFON
TG RPDA

Jacqueline JOLLY
ERD

Anne GIRAUDON
TG RPDA

François RISACHER
BED

Philippe KERGOAT
TP AMENDES



Solidaire, pas solitaire : c'est ça le Syndicat CGT !
Alors, je me syndique ...

Nom :

Prénom :

Affectation :

Grade :

Indice :

Date :

Déclare adhérer au Syndicat National du Trésor

Signature :

A remettre à un syndiqué CGT ou à Carole LAFON case CGT de la TG

La pression ça suffit !



**REJOIGNEZ
LA CGT Trésor !**